

Mauritius Finance organise une table ronde post-budgétaire 2023-24



Page 3



L'atelier consultatif porte sur la feuille de route stratégique 2024-28 de l'Autorité d'assurance qualité

Page 3

France

Charles de Courson, le député qui fait trembler le gouvernement d'Élisabeth Borne



Page 4

Guerre En Ukraine

Barrage de Kakhovka: des conséquences «sans précédent», selon des ONG



Page 5

Réforme judiciaire: Kamala Harris appelle Israël à préserver l'indépendance de la justice



Page 5

Foot News

West Ham bat la Fiorentina et remporte la Ligue Europa Conférence



Page 8



Page 8

Lionel Messi officialise son arrivée à l'Inter Miami

A la télé aujourd'hui



06.01 Serial: Rich Man, Poor Man
06.55 Film: The Bourne Identity
09.01 Serial: Suits
09.41 Le Chemin Du Destin
10.06 A Que No Me Dejas
10.30 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
11.15 Serial: Zoo
12.00 Le Journal

12.35 Sublime Mensonge
13.25 Tele: Fierce Angel
13.50 L'Envers Du Paradis
14.15 Burden Of Truth
15.21 Film: Juste Un Peu D'Alchimie
17.33 The Gardener's Daughter
18.31 Wagle Ki Duniya
18.55 SMere Dad Ki Dulhan
20.30 Film: The Bourne Supremacy
22.28 Sublime Mensonge
23.01 The Gardener's Daughter



06.19 Local: Les Grandes Lignes
08.25 Local: An Eta Dalert
10.30 Local: J'ai Faim
11.14 Local: Groov'in
12.02 Rodrig: Li Bon Ou Konnin
12.45 Local: Mots & Ecrits
13.15 MBC Prod
15.03 Local: An Eta Dalert
15.18 Local: Rodrig Sa

15.44 Local: Groov'in
17.00 Local: Radio Vision
18.00 L'Envers Du Paradis
18.29 A Que No Me Dejas
19.30 Local: 13 Minit Natir Rodrig
20.04 Local: Animalia Nos Amis...
21.00 Come On Let's Dance
22.00 Local: La Societe
23.00 Journal Kreol
23.20 Local: Agalega, Deux lles...
23.45 Voyage Au Feminin
00.13 Local: Nou La Ter



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.10 Local: Amrit Vaani
10.07 Serial: Agniphera
12.00 Film: Chirag
Starring: Sunil Dutt, Asha Parekh, Om Prakash
15.00 Live: Samachar
15.30 Bhagwan Ab Ho Kitne Door
16.00 Serial: Ishaaron

Ishaaron Mein
16.30 Serial: Bhakharwadi
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Mati Ke Mol
19.29 Local: Khel Khiladi
20.30 Serial: Vidrohi
20.49 Film: Dariya Dil
23.14 Serial: Jijaji Chhat Par Hain
23.35 Serial: Yeh Teri Galiyan
00.14 MBC Prod: Mati Ke Mol
00.39 Local: Khel Khiladi



06.03 Mag: Eye On SADC
06.41 Mag: Carnet De Sante
07.28 Mag: Tomorrow Today
07.54 Mag: Salad Area
08.29 Doc: The Future Of Travel
09.14 Doc: Smoothie Mania
09.57 Will Roots Save The World
10.42 Doc: Tea-New Ideas For A...

11.13 Mag: Eco India
12.10 Mag: Border Crossing
12.27 Mag: Tomorrow Today
12.53 Mag: Salad Area
15.00 D.Anime: The Story of Book..
15.06 Les Blagues Et Toto
15.22 Splash And Bubble
15.34 D.Anime: Best Furry Friends
15.48 Ubongo Kids
16.10 The Adventure Of...
16.31 D.Anime: Mondo Yan
16.43 The Treasure Island
17.16 Mag: Lab 360



14.25 Serial: Zindagi Mere Ghar Aana
15.00 Serial: Bade Acche Lagte Hai 2
15.26 Film: Amit Sahni Ki List
Starring Vir Das, Vega Tamotia, Anindita...
18.31 Live: Samachar
18.31 Kundali Bhagya

19.01 Udaariyaan
19.31 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.01 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.01 Anupamaa
21.30 Mere Sai
22.01 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie Ittefaq...
22.59 Patiala Babes
23.29 Film: Amit Sahni Ki List

Le pape opéré en urgence pour un risque d'occlusion intestinale

Le pape François, 86 ans, a été hospitalisé à Rome pour être opéré mercredi d'une hernie abdominale sous anesthésie générale, sur fond de préoccupations régulières autour de la santé du pontife.

Les audiences du jésuite argentin ont été annulées jusqu'au 18 juin «par mesure de précaution», a-t-on appris auprès du service de presse du Saint-Siège alors que l'intervention entraînera «plusieurs jours» d'hospitalisation, selon le Vatican.

Après avoir présidé comme chaque semaine l'audience générale place Saint-Pierre et salué les fidèles à bord de sa «Papamobile», le pape a été emmené sous escorte policière à l'hôpital Gemelli en fin de matinée, dans le nord-ouest de la capitale italienne, a constaté l'AFP.

L'opération chirurgicale, consistant en une laparotomie (incision de l'abdomen) et pose d'une prothèse, était toujours en cours mercredi en milieu d'après-midi.

«L'opération, organisée ces derniers jours par l'équipe médicale qui assiste le Saint-Père, est devenue nécessaire en raison d'une hernie abdominale qui provoque des syndromes subocclusifs récurrents, douloureux et en voie d'aggravation», a précisé dans un communiqué le directeur du service de presse du Saint-Siège, Matteo Bruni.

Le secrétaire d'État et no 2 du



Saint-Siège, le cardinal Pietro Parolin, a précisé que cette opération n'impliquait «aucune vacance», «ni un remplacement temporaire du pape dans l'exercice de ses fonctions».

Après l'opération, l'exercice de son ministère reprendra, «même si c'est depuis un lit d'hôpital», a-t-il expliqué aux journalistes. «En cas de dossiers urgents, ils lui seront portés à l'hôpital Gemelli.»

«Séquelles»

Mardi, le chef de l'Église catholique s'était déjà rendu à l'hôpital Gemelli pour des «examens» médicaux, mais le Vatican n'avait pas précisé pour quelles raisons.

En juillet 2021, l'évêque de Rome avait déjà été hospitalisé une dizaine de jours dans cet hôpital pour une colectomie gauche, consistant en l'ablation d'une partie du côlon.

Il a dit avoir gardé des «séquelles» de l'anesthésie, qui l'ont poussé à

écarter jusqu'ici une intervention chirurgicale au genou, dont il souffre depuis de longs mois.

En janvier, il avait révélé de nouveau souffrir de diverticulite, une inflammation des diverticules, hernies ou poches qui se forment sur les parois de l'appareil digestif.

Opéré du poumon à l'âge de 21 ans, affecté par des problèmes de hanches et de genou, François, élu en 2013, est régulièrement contraint d'alléger son agenda en raison de problèmes de santé, qui alimentent inquiétudes et spéculations.

Fin mars, il était déjà retourné à l'hôpital Gemelli pour une infection respiratoire, qui avait nécessité un traitement antibiotique pendant trois jours.

Il y a deux semaines, lors d'une interview avec la télévision hispanophone Telemundo, il avait confié que cette «pneumonie» avait été traitée «à temps». «Si on avait attendu quelques heures de plus, ça aurait été bien plus grave», a-t-il reconnu.

Après son opération mercredi, le pape devrait une nouvelle fois séjourner au dixième étage de l'hôpital Gemelli réservé aux papes, dans la même chambre que celle utilisée à de nombreuses reprises par Jean Paul II.

Jorge Bergoglio souffre aussi de douleurs chroniques au genou, qui l'obligent à se déplacer en fauteuil roulant ou à l'aide d'une canne.

Devant la justice, Harry à la charge contre la presse à scandale

Le prince Harry a repris mercredi sa charge contre la presse à scandale accusée d'avoir pratiqué dans le passé du piratage téléphonique à «une échelle industrielle», lors du procès à Londres contre un tabloïd.

C'est la première apparition d'un membre de la famille royale à la barre depuis celle du futur Edouard VII en 1891 pour un procès en diffamation.

Le fils cadet de Charles III, en froid avec la famille royale, a engagé plusieurs batailles judiciaires contre la presse à scandale. Il l'accuse d'avoir été responsable de la mort de sa mère Diana, pourchassée par des paparazzi à Paris en 1997. Il lui reproche aussi ce qu'il qualifie de harcèlement à l'encontre de Meghan et d'avoir une responsabilité dans les mauvaises relations qu'il entretient avec sa famille.

Dans le procès en cours, qui s'est ouvert le mois dernier, Harry accuse l'éditeur du quotidien le Daily Mirror d'avoir eu recours à des procédés illicites pour recueillir des informations, y compris en piratant des messageries téléphoniques, entre 1996 et 2010.

«Le piratage téléphonique était pratiqué à une échelle industrielle par au moins trois journaux à l'époque, et cela ne fait aucun doute», a lâché le duc de Sussex mercredi matin.

Si le tribunal ne reconnaissait pas cela, Harry en «ressentirait une certaine injustice».

Mais si le Mirror Group



Newspapers (MGN) s'est déjà excusé pour ses pratiques de l'époque, le prince doit dans ce procès convaincre le juge qu'il y a eu obtention illégale d'informations précisément dans les 33 articles portés à la procédure.

Il a parfois paru hésitant quant aux détails, mardi au début de son interrogatoire par le redoutable avocat du groupe de presse. Il a en revanche décrit plus généralement l'intrusion de la presse à scandale dans sa vie, dès son plus jeune âge, et sa souffrance et même sa «paranoïa» face aux articles publiés à son sujet.

Il a dénoncé les pratiques «ignobles» de certains journaux, comme il l'a déjà fait dans un documentaire sur Netflix en décembre et dans ses mémoires Le Supplément, publiés en janvier.

Spéculation

Mercredi matin, Andrew Green, l'avocat de MGN - qui outre le Daily Mirror publie Sunday Mirror et Sunday People - a continué d'interroger en détail le prince sur les articles litigieux, demandant des preuves des pratiques illégales.

Le premier évoqué, publié en 2005, révélait qu'Harry, alors officier stagiaire de l'armée de terre, avait été «dispensé des marches quotidiennes

» de huit kilomètres en raison d'une blessure au genou.

L'article affirmait aussi que le prince passait «15 minute par jour» à écrire des mails à sa petite amie depuis une salle informatique à Sandhurst, l'Académie militaire où il se trouvait. «Je ne vois pas comment quelqu'un aurait pu le savoir», a déclaré le prince, quand l'avocat lui a demandé s'il estimait que ces informations provenaient d'une collecte illégale d'informations.

Plus tard, quand l'avocat met en avant que pirater le téléphone d'Harry aurait représenté «un énorme risque» pour les journalistes, le prince répond sans hésiter que pour eux, «la récompense valait de prendre le risque».

Pour Andrew Green, les accusations d'Harry concernant un piratage de sa messagerie téléphonique relèvent de la spéculation. «Pas du tout, je ne suis pas d'accord», réagit le prince.

Exilé en Californie avec son épouse Meghan, le prince est toujours en froid avec le reste de la famille royale britannique.

Sa précédente apparition au Royaume-Uni remonte à son voyage éclair pour le couronnement de son père le 6 mai.

Il est resté à distance de son père et de son frère, l'héritier de la couronne William, tous deux écartés dans ses mémoires. Aucune réunion familiale n'est attendue lors de ce séjour.

Mauritius Finance organise une table ronde post-budgétaire 2023-24

Le ministre des Services Financiers et de la Bonne Gouvernance, M. Mahen Kumar Seeruttun, a participé, à une table ronde post-budget 2023-24, organisée par Mauritius Finance, au Royal Green Wellness Resort, à Réduit, en présence de plusieurs intervenants.

Dans son allocution, le ministre Seeruttun a souligné que l'objectif de la table ronde était de réfléchir et de réfléchir sur le budget 2023-24 présenté le vendredi 2 juin 2023. « Lors du discours sur le budget, le ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement a déclaré que le secteur des services est le deuxième contributeur à notre produit intérieur brut (PIB), et à juste titre, car c'est un secteur qui contribue à 13,6 % du PIB et emploie plus de 15 000 personnes », a-t-il souligné.

Selon le ministre des Services financiers, ce budget a donné un nouvel élan au secteur économique et à la communauté des investisseurs. "Alors que les budgets précédents, en 2021 et 2022, ont aidé le secteur à se remettre rapidement des impacts de la pandémie de COVID-19, ce budget couvre la prochaine phase de développement, qui est la croissance et la durabilité de notre secteur des services financiers," il a dit.

En outre, M. Seeruttun a souligné que c'était le bon moment pour les opérateurs mauriciens de tirer parti de leur réputation et d'accroître leur visibilité sur les marchés cibles. Dans ce contexte, il a indiqué que cette année, certaines mesures exceptionnelles ont été soigneusement élaborées pour le secteur des services financiers, à savoir : améliorer la facilité de faire des affaires et le coût de faire des affaires ;



examiner l'attractivité de certains des produits de services financiers ; et avoir la bonne main-d'œuvre avec les compétences requises.

"L'île Maurice", a souligné le ministre, "est aujourd'hui classée au 13e rang mondial pour la facilité de faire des affaires et, afin de s'assurer que nous restons à l'avant-garde, des mesures pour lever les barrières routières, qui étaient perçues comme dissuasifs pour les investisseurs, ont été prises dans ce budget. Il s'agit de : la suppression du prélèvement de solidarité pour maintenir l'attractivité des travailleurs hautement qualifiés ; une augmentation de 80 % à 95 % de l'exonération partielle accordée au titre des intérêts gagnés par un organisme de placement collectif ou un

fonds à capital fixe établi à Maurice ; et conformément à l'agenda de durabilité et pour promouvoir le verdissement de l'économie, l'extension, à tous les projets durables, de l'exonération des revenus d'intérêts provenant des obligations pour financer des projets d'énergie renouvelable.

Par ailleurs, le ministre Seeruttun s'est appesanti sur certaines initiatives prises pour que Maurice se positionne comme un hub de gestion de patrimoine. Celles-ci incluent : l'introduction de l'Insurance Wrapper ; l'introduction d'une nouvelle licence Wealth Manager et Family Officer dans le budget 2023-24 et l'extension du périmètre des Sociétés à Capital Variable pour permettre leur utilisation à des fins de family offices et de gestion de patrimoine ;

la réduction du seuil du permis d'occupation pour les professionnels à Rs 30 000 et la rationalisation du processus d'application du permis d'occupation ; l'ouverture du Permis Jeune Professionnel Occupation à tous les domaines d'études ; et l'augmentation de Rs 100 millions du budget alloué à l'Economic Development Board pour la promotion des services financiers.

Le ministre a indiqué que le fait d'avoir un budget dédié à la promotion du secteur des services financiers changerait la donne, car cela aiderait à traiter les articles défavorables sur le Centre financier international de Maurice et assurerait également une plus grande visibilité dans les forums internationaux.

L'atelier consultatif porte sur la feuille de route stratégique 2024-28 de l'Autorité d'assurance qualité

Un atelier consultatif portant sur la feuille de route de l'Autorité d'assurance qualité (QAA) pour la période 2024-2028, a été lancé, par la vice-première ministre (VPM), ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, au Hennessy Park Hotel à Ebène.

Dans son discours d'ouverture, la VPM a souligné que la formulation de la feuille de route stratégique arrive à un moment opportun, en plein milieu du processus de réflexion visant à définir l'avenir de l'enseignement supérieur à Maurice.

Cet atelier consultatif, a-t-elle dit, est un témoignage que l'assurance qualité ne sera pas un processus unilatéral, mais est plutôt censée être un processus qui travaille aux côtés de tous les établissements d'enseignement supérieur pour les encourager et les guider à améliorer leurs opérations au niveau de l'éducation.

La VPM a en outre insisté sur le rôle clé du QAA en tant que promoteur de l'assurance qualité en accompagnant les établissements d'enseignement supérieur et en s'appuyant sur les praticiens pour progresser vers les normes requises.

Selon Mme Dookun-Luchoomun, l'atelier est la bonne plateforme pour discuter de la définition de la qualité, comment elle se compare aux meilleures pratiques internationales et comment définir des facteurs de performance mesurables pour un progrès continu. Le ministre de l'Éducation a affirmé que les bonnes pratiques d'assurance qualité garantiront que les établissements d'en-



seignement supérieur offrent aux étudiants une éducation de haute qualité qui répond à leurs besoins et les prépare à la réussite professionnelle.

D'autre part, les bonnes pratiques d'assurance qualité garantiront également que les établissements respectent les normes nationales et internationales d'excellence académique et que l'enseignement offert et décerné réponde aux normes attendues, a ajouté la VPM Dookun-Luchoomun.

En outre, elle a souligné qu'un bon système d'assurance qualité contribuera à améliorer la réputation des institutions et aidera les employeurs à avoir confiance

dans les qualifications délivrées.

Également présent, le président de la QAA, M. Mitrasen Bhikajee, a souligné qu'un plan stratégique est la première étape dans le développement de toute organisation. Notre plan stratégique définira notre vision et notre contribution pour faire de Maurice un centre de connaissances conforme à la vision du gouvernement, a-t-il déclaré.

Il a fait remarquer que pour attirer les étudiants étrangers, il est important de s'assurer que nos normes répondent aux normes internationales, ajoutant qu'une fois que les étudiants de ces institutions obtien-

nent leur diplôme, ils peuvent être employés n'importe où.

En outre, le président a rappelé que la QAA est un organisme de réglementation qui veille à ce que les normes de qualification soient respectées dans tous les établissements d'enseignement. Il renforce également les capacités des institutions et aide à respecter les normes requises, a-t-il ajouté.

Il a également souligné que la conformité aux normes d'assurance qualité locales et internationales peut être un puissant outil de marketing pour les institutions.

France

Charles de Courson, le député qui fait trembler le gouvernement d'Élisabeth Borne

Projeté dans la lumière médiatique par la motion de censure qu'il a défendue et qui faillit faire chuter le gouvernement d'Élisabeth Borne, Charles de Courson espérait pouvoir défendre, jeudi, sa proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites, mais la présidente de l'Assemblée nationale en a décidé autrement. Ce député élu depuis 30 ans et connu pour son indépendance d'esprit parle désormais d'un combat pour la démocratie.

Charles de Courson est en mission. Devenu en quelques mois, et de façon assez inattendue, un acteur de premier plan de l'opposition à la réforme des retraites à l'Assemblée nationale, le député de la Marne du groupe Liberté, Indépendants, Outre-mer et Territoires (Liot) se bat selon lui pour quelque chose de plus grand : le respect de la démocratie.

"Comment fait-on pour expliquer au peuple français que le texte a été promulgué alors qu'il n'y avait pas de majorité à l'Assemblée nationale pour le voter ? Je demande juste au gouvernement de respecter la démocratie et de respecter ceux qui pensent différemment", explique Charles de Courson, 70 ans, quand on lui demande ce qui l'anime depuis plusieurs semaines.

Bien sûr, il continue de combattre une "réforme injuste" qui consiste, selon lui, à "faire payer aux plus modestes les économies voulues". Mais à l'observer brandir, mercredi 31 mai, à l'Assemblée nationale, la menace d'une nouvelle motion de censure après le sabotage, par la majorité présidentielle, de sa proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites en commission, il semble désormais déterminé à faire chuter le gouvernement.

"La question centrale, c'est qu'on ne peut pas continuer à essayer de gouverner en étant minoritaire à l'Assemblée nationale et ultraminoritaire dans le pays. Ça n'est pas possible, ça ne tiendra pas. Donc c'est certain, il y a bien une motion de censure qui finira par passer tôt ou tard", lance-t-il, en listant les outils constitutionnels utilisés par le gouvernement – articles 47.1, 42.2, 44.3 et 49.3 – pour restreindre l'expression du Parlement depuis janvier, auxquels il faut désormais ajouter l'article 40.

L'Assemblée nationale devait normalement examiner, jeudi 8 juin, la proposition de loi Liot dont le but est d'abroger le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans. Mais la mesure clé, supprimée en commission et réintroduite par un amendement, ne sera finalement pas discutée. La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet (Renaissance), a en effet annoncé, mercredi 7 juin, qu'elle allait faire barrage à l'examen de la mesure en la déclarant irrecevable au titre de l'article 40, qui stipule que les propositions de loi et les amendements des parlementaires ne peuvent entraîner une diminution des recettes ou un alourdissement des charges publiques.

Le président de la commission des Finances, le député de Seine-Saint-Denis Éric Coquerel (La France insoumise), pourtant très opposé à Charles de Courson sur de nombreux sujets – le député de la Marne a notamment voté contre le mariage pour tous et contre l'inscription dans la Constitution de l'abolition de la peine de mort –, n'est pas surpris de le compter parmi ses alliés de circonstance contre la réforme des retraites.

"J'ai toujours observé chez lui son attachement aux libertés et à la démocratie parlementaire, donc ça ne m'étonne pas de le voir s'opposer aux méthodes du gouvernement, explique-t-il. Il a tout à fait conscience du mal que fait la macronie à la démocratie et il est choqué."

"Dire que l'important, c'est de devenir riche, ce n'est pas mon truc"

"Emmanuel Macron a une conception hégélienne de l'État, c'est-à-dire qu'il pense que l'État est l'incarnation de la raison dans l'Histoire et qu'il peut imposer sa volonté car il est la raison. J'ai une conception totalement contraire. Pour moi, la politique, c'est 'bottom to top' [de la base vers le sommet, NDLR]. On construit par la société en encourageant les corps intermédiaires", explique Charles de Courson, dont la famille donne des députés à la France sans interruption depuis 1789 et qui descend "en ligne directe" de Louis-Michel Lepeletier de Saint-Fargeau, député qui vota la mort de Louis XVI en 1793.

"Deuxième différence fondamentale : son absence



totale de dimension sociale, poursuit-il. Je fais partie d'une droite modérée qui essaie d'avoir une conception sociale, qui essaie de trouver un équilibre, de s'occuper des gens qui ont décroché, d'être attentive aux plus fragiles et aux plus humbles. Jamais vous n'entendrez dans ma bouche ce propos horrible : 'Les pauvres, ça nous coûte un pognon de dingue'. Dire que l'important, c'est de bien gagner sa vie et de devenir riche, ce n'est pas mon truc."

Pour autant, les députés de la majorité présidentielle et du parti Les Républicains n'ont cessé de lui rappeler tout au long de la séquence des retraites, et encore mercredi 31 mai en commission, qu'il avait soutenu à la dernière élection présidentielle Valérie Pécresse, qui proposait la retraite à 65 ans, et que son attachement à la rigueur budgétaire avait jusqu'ici fait sa réputation.

Car Charles Amédée Simon du Buisson de Courson, major de sa promotion à l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec), puis cinquième à sa sortie de l'École nationale d'administration (ENA) en 1979, est en effet un fin connaisseur des finances publiques. Après avoir débuté sa carrière en 1983 comme haut fonctionnaire à la Cour des comptes puis à la direction du Budget, il entre en politique en 1986 en succédant à son père à la mairie de Vanault-les-Dames, dans la Marne, et en intégrant le cabinet du ministre de l'Industrie de l'époque, Alain Madelin. Il devient ensuite député de la Marne en 1993 – siège auquel il a toujours été réélu depuis, lui valant le record de longévité à l'Assemblée nationale parmi les députés en exercice –, se spécialisant dans les questions budgétaires et fiscales au fil de ses 30 années de mandat.

Compagnon de route de François Bayrou à l'UDF jusqu'en 2007, il suit Hervé Morin parti fonder le Nouveau Centre, puis rejoint l'Union des démocrates et indépendants (UDI), avant de fonder à l'Assemblée nationale le groupe Libertés et territoires, ancêtre de Liot, en 2018.

"L'inoxydable Don Quichotte de nos finances publiques"

Le député Philippe Vigier, ancien de l'UDI et aujourd'hui au Mouvement démocrate (MoDem), connaît très bien Charles de Courson. Il décrit un député qui fut le premier à parler "du mur des finances publiques" et à vouloir imposer "une règle d'or budgétaire".

"Je ne comprends pas son combat actuel, lâche-t-il. L'homme de la cohérence, qui faisait de grands discours sur la dette, qui m'a accueilli à la commission des Finances... je suis abasourdi. Il est en train de se perdre dans une manœuvre politicienne dont il sait très bien qu'elle n'a aucun avenir. J'ai l'impression qu'il s'est fait enfumer dans un truc qui le dépasse."

"Que s'est-il passé pour que vous, l'inoxydable Don Quichotte de nos finances publiques, ayez renoncé à ce que vous avez toujours défendu ?", lui a d'ailleurs lancé la présidente du groupe Renaissance, Aurore Bergé, lors de l'examen en commission de la proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites. "Charles de Courson a fait toute sa carrière au centre droit et est en train de se transformer en Che Guevara de la Marne", avait raillé, quelques minutes plus tôt, le député Alexandre Vincendet (Les

Républicains).

"Tous ces commentaires me laissent de marbre. Les attaques personnelles sont là pour pallier la carence des arguments sur le fond", répond Charles de Courson, un brin agacé de devoir s'expliquer sur ce que ses opposants pointent comme des incohérences. "Je n'ai absolument pas changé, je suis toujours attaché à la rigueur budgétaire. Bien sûr qu'il faut réformer les retraites, mais pas comme ils l'ont fait", assène-t-il.

"Certains feignent de ne pas le connaître", estime le député Bertrand Pancher, camarade de Charles de Courson de longue date et président du groupe Liot au Palais Bourbon. "Il est autant attaché à la rigueur budgétaire qu'au sens de la justice et au dialogue. Il n'a jamais indiqué qu'il ne souhaitait pas aboutir à un équilibre. Ce qu'il attaque, c'est la méthode et l'injustice sociale de cette mesure", précise-t-il.

Issu d'une famille de résistants

La majorité présidentielle est d'autant plus gênée qu'il est compliqué pour elle de disqualifier Charles de Courson de la même manière qu'elle le fait avec la Nupes. Le député de la Marne ne s'est rendu coupable d'aucune invective, ni d'aucune tentative d'obstruction. Il ne "bordélise" pas l'Assemblée nationale. Il attaque la réforme des retraites et les procédures utilisées par le gouvernement avec des arguments techniques et de fond.

"Charles de Courson est une personnalité que la plupart des parlementaires craignent et respectent parce qu'il est un expert hors norme des finances publiques et que sa parole est d'or, décrit Bertrand Pancher. Il brille par sa technicité depuis longtemps. Je ne vois pas de figure comparable."

"Il y a toujours une grande précision dans ses questions, personne ne peut le mettre en défaut. Ses opposants rencontrent souvent un mur de connaissances sur lequel ils se brisent", ajoute Éric Coquerel, pour qui Charles de Courson est "un député qui fait honneur à sa fonction".

"Il est capable de mettre en difficulté tous les ministres de la République", reconnaît de son côté Philippe Vigier, qui continue de louer un député "brillant, rapide" et "bosseur invétéré, qui se consacre 100 heures par semaine à son mandat".

Tous voient également en lui un esprit libre. Un député n'hésitant pas à s'opposer à son propre camp pour défendre ses convictions. Déjà en 2006, il fait partie des onze élus de droite à voter la motion de censure contre le gouvernement de Dominique de Villepin. En 2015, alors que la droite y est favorable, il s'oppose à la déchéance de nationalité proposée par François Hollande après les attentats du 13-Novembre. Et en 2019, il s'illustre en prenant position contre la loi anticasseurs, qu'il qualifie alors de "dérive complète", estimant qu'avec un tel texte, "on se croit revenus sous le régime de Vichy".

"Mon indépendance d'esprit, c'est une tradition familiale, explique Charles de Courson. Mon père, Aymard de Courson, a été résistant pendant la Seconde Guerre mondiale et mon grand-père maternel, Léonel de Moustier, fait partie des 80 députés qui ont refusé de donner les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Il a dit à ceux qui l'avaient félicité : 'Il m'a fallu beaucoup plus de courage pour voter contre les pleins pouvoirs à Pétain que pour me battre dans les semaines des combats de juin 1940.' Ce qu'on vit actuellement, ce n'est rien par rapport à ce qu'il a pu vivre", raconte-t-il, des sanglots dans la voix, comme à chaque fois qu'il évoque ce souvenir familial.

Charles de Courson, qui se décrit lui-même comme "un vieux célibataire sans enfants", promet de poursuivre le combat contre la réforme des retraites et la défense de la démocratie quoi qu'il arrive. Certains de ses détracteurs y voient un député qui a pris goût à la lumière. Lundi 5 juin, il a publié dans Le Monde une tribune cosignée par les députés Bertrand Pancher (Liot), Mathilde Panot (LFI), Boris Vallaud (PS), Cyrielle Chatelain (EELV) et André Chassaigne (PCF) appelant la présidente de l'Assemblée nationale à laisser vivre sa proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites et à renoncer à un "scénario, cousu de fil blanc, écrit (...) sous la dictée du président de la République". En vain : face au risque d'un vote symbolique contre la réforme des retraites, Yaël Braun-Pivet a préféré user de l'article 40 pour annuler le scrutin.

Guerre En Ukraine

Barrage de Kakhovka: des conséquences «sans précédent», selon des ONG

Destructions d'écosystèmes, inondations, pollution, menaces énergétiques: la destruction du barrage de Kakhovka, dans le sud de l'Ukraine, pourrait avoir des conséquences environnementales et humaines « sans précédent », estiment mercredi plusieurs experts et associations de défense de l'environnement.

Selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky qui accuse la Russie d'être « coupable d'un écocide brutal », il « s'agit de la plus grande catastrophe environnementale causée par l'homme en Europe depuis des décennies ».

Ce terme d'écocide a récemment été défini par le Parlement européen comme toute « infraction pénale environnementale causant des dommages graves et étendus ou durables ou irréversibles à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau, ou à la biodiversité, aux services et fonctions des écosystèmes, aux animaux ou aux plantes ». Fin mars, Bruxelles a ouvert la voie à la reconnaissance de l'« écocide » dans le droit de l'UE.

Faune et flore en danger

La première conséquence, liée au déversement des 18 milliards de tonnes d'eau que retenait le barrage, le Dniepr, quatrième fleuve le plus long d'Europe, subira une grave perturbation de ses écosystèmes jusqu'aux zones côtières de la mer Noire, estime l'ONG ukrainienne Ecoaction.

Selon elle, une « mortalité massive potentielle d'organismes aquatiques (poissons, mollusques, crustacés, micro-organismes, végétation aquatique) » mais aussi de rongeurs, dont certains sont endémiques ou déjà menacés, est attendue, « entraînant une détérioration de la qualité de l'eau due à la décomposition des organismes morts ».



Les animaux domestiques ou en captivité sont également en danger, souligne le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), qui fait déjà état d'une « situation désastreuse ».

« Les refuges sont déjà débordés par les demandes de sauvetage. À Nova Kakhovka (...) un petit zoo a été totalement inondé - tous les animaux, à l'exception des cygnes, sont morts », explique Natalia Gozak, une responsable d'IFAW en Ukraine.

La végétation ne sera pas épargnée non plus, notamment celle en amont du barrage qui « mourra à cause du drainage, tandis que les zones situées en aval seront inondées, y compris les complexes stepmiques et forestiers qui ne sont pas adaptés à la submersion, ce qui entraînera leur engorgement et leur destruction », prévoit Ecoaction.

Plusieurs parcs naturels nationaux ukrainiens, dont la réserve de biosphère de

la mer Noire classée à l'Unesco, sont directement menacés.

Pollution

Une pollution massive résultant du déversement des ordures, produits agrochimiques et autres matières dangereuses, ainsi que de l'inondation et de la désactivation des systèmes de traitement des eaux usées et des systèmes d'égouts, est également à prévoir.

Selon des responsables ukrainiens, 150 tonnes d'huile de moteur se seraient déversées mardi dans le Dniepr, « avec le risque que 300 tonnes supplémentaires s'infiltrent », représentant « une menace pour la faune et la flore ».

Inondations et pénuries d'eau

« Plus de 40 000 personnes risquent d'être en zones inondées », a averti dès mardi le procureur général ukrainien Andrii Kostine, en annonçant des évacuations massives.

La barrage de Kakhovka est aussi utilisé pour fournir de l'eau potable et l'irrigation pour la partie méridionale de l'Ukraine, déjà l'une des plus sèches du pays. Sa destruction constitue donc un risque majeur pour l'alimentation en eau de millions de personnes.

Cette pénurie d'eau pourra entraîner une désertification de certaines zones, estime IFAW.

« La biomasse pourrissante de la flore et de la faune aquatiques se transformera en terres arides, voire désertiques, dans les prochains mois », anticipe Mme Gozak, avec pour conséquence un changement dans les microclimats et les températures, ce qui pourrait « une vague de nouveaux migrants climatiques et hydriques dans d'autres régions d'Ukraine et d'Europe ».

Menaces alimentaires et énergétiques

La centrale nucléaire de Zaporijjia, occupée par l'armée russe, est une nouvelle fois fragilisée après la destruction du barrage, dont l'eau est utilisée pour refroidir le combustible et éviter un accident nucléaire.

« Le refroidissement de la centrale est actuellement assuré par de l'eau pompée dans des bassins situés sur le site, conçus à cet effet. Il n'y a pas de risque à court terme pour la centrale », rassure toutefois l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) français mercredi.

Les craintes sont plutôt d'ordre économique: « l'absence de refroidissement pour les six réacteurs signifie que la centrale ne sera pas opérationnelle dans un futur prévisible, ce qui entraîne une perte d'environ 13% de la capacité de génération électrique ukrainienne », souligne Malte Janssen, de l'University of Sussex Business School.

Les dommages concerneront aussi vraisemblablement l'agriculture et l'élevage, laissant craindre un désastre humanitaire. L'Ukraine est l'un des principaux pourvoyeurs mondiaux de céréales.

Réforme judiciaire: Kamala Harris appelle Israël à préserver l'indépendance de la justice

La vice-présidente américaine Kamala Harris a une nouvelle fois appelé Israël à garantir l'indépendance de son système judiciaire, suscitant des critiques israéliennes mercredi, après des mois de manifestations contre la réforme de la justice voulue par le gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Mme Harris a pris la parole mardi lors du gala organisé par l'ambassade d'Israël dans un musée de Washington à l'occasion des 75 ans de la proclamation de l'indépendance de l'État d'Israël.

La vice-présidente s'est engagée à faire preuve d'« un engagement sans faille en faveur de la sécurité d'Israël », tout en faisant allusion à la réforme judiciaire de M. Netanyahu.

« Sous l'égide du président Joe Biden et de notre administration, l'Amérique continuera à défendre les valeurs qui ont été le fondement des relations entre les États-Unis et Israël, notamment la poursuite de la consolidation de notre démocratie », a-t-elle déclaré.

Les valeurs des deux pays sont « fondées sur des institutions fortes, des contre-pouvoirs et, j'ajouterais, un système judiciaire indépendant », a souligné Mme Harris.

« Si vous lui demandez ce qui la



dérange dans la réforme, elle ne sera pas capable de parler d'une seule clause qui la gêne », a réagi mercredi le chef de la diplomatie israélienne, Eli Cohen, dans une interview accordée à la radio publique israélienne alors qu'il se trouve en Corée du Sud.

« La réforme judiciaire israélienne est une question intérieure qui est en train d'être approfondie et débattue », a-t-il affir-

mé, tout en supposant que Mme Harris n'en avait pas lu le texte, et « l'État d'Israël continuera d'être démocratique et libéral, comme il l'a toujours été ».

Lien indéfectible

Selon le gouvernement israélien, l'un des plus à droite de l'histoire du pays, la réforme du système judiciaire vise entre autres à rééquilibrer les pouvoirs en diminuant les prérogatives de la Cour suprême,

que l'exécutif juge politisée, au profit du Parlement.

Mais ses détracteurs estiment notamment qu'elle risque d'ouvrir la voie à une dérive autoritaire.

Après d'immenses manifestations contre ce projet de réforme, M. Netanyahu - par ailleurs inculpé pour corruption dans une série d'affaires - a annoncé fin mars une « pause » pour donner une « chance (...) au dialogue », mais la mobilisation ne s'est pas essoufflée.

M. Biden avait estimé que le gouvernement israélien ne pouvait pas « continuer sur cette voie » et espéré que le gouvernement « renonce » à cette réforme.

Mme Harris a également renouvelé son soutien à un État palestinien indépendant en déclarant que les Israéliens et les Palestiniens devraient « jouir d'une liberté, d'une prospérité et d'une démocratie égales ».

Lors de ce gala, Mme Harris était accompagnée de son époux, Doug Emhoff, premier conjoint juif d'un président ou d'un vice-président des États-Unis.

« Aujourd'hui, sous la direction du président Joe Biden, les États-Unis entretiennent un lien indéfectible avec l'État d'Israël », a-t-elle affirmé.

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE
WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, Miss Bibi Noorjahan Moolkeea will apply to the Municipal Council of Curepipe for a Building and Land Use Permit to convert existing ground floor building to operate as Printing Industry (employing less than 10-persons) and request an author-ization to install the following electric motors: (a)1-Digital Print Machine of 2kw and (b)1-Offset Machine of 1kw at Ramdin Street, Eau Coulee, Curepipe.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated – 09th day of June, 2023.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 29th day of June 2023 at 13.30 hrs** shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the **SALE BY LICITATION**, of a portion of land of the extent of **TWO HUNDRED AND ELEVEN DECIMAL THIRTY FIVE SQUARE METRES (211.35 M2), Lot No. 2**, PIN 1905130026, as per Land Surveyor Report drawn up by Mooslim CHAMROO, morefully described in Reg:- LS 41/1923, situate in the District of Black River place called Flic En Flac, "Wolmar" and bounded as follows:- Du premier cote par un chemin commun de six metres de large, des reserves d'un metre et vingt centimetres de large, entre se trouvant entierement dans la presente portion sur dix metres et vingt et un centimetres; du 2eme cote par la premiere portion sur vingt metres et soixante trois centimetres; du 3eme cote par Mons. Ahmad Bashir Golaup, sur dix metres et vingt et un centimetres, du 4eme et dernier cote par le Lot No. 5, sur vingt metres et quatre vingt centimetres. And the whole morefully described in the deed trancribed in TV 5241/38 and in the Memorandum of Charges filed in the above matter. **The said sale is prosecuted at the request of Radhakrishna MURUGAN residing at 60, Dalmery Avenue, London against 1.- Dalida Rajeshree JHUGROO residing at 70, Manor Road, Mitcham, Surrey, United Kingdom, and 2.- Dave Rajahkrishna JHUGROO residing at No. 2, Almond Tree Avenue, Malton, North Yorkshire, United Kingdom, both duly represented by their agent & proxy Mr Pascal David Nicolas ROJEE of Commerson Street, Beau Bassin.** All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said immovable property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall debarred from such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 05th day of June 2023.

Me. H. GUNESH

of Block B, 3rd Floor, Astor Court Building, Georges Guibert St, Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on the 05th day of June 2023 has been filed at the Master's Officer the Memorandum of Charges contain- ing all the clauses, charges and conditions pursuant to which shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, situate at Edith Cavell Street, Supreme Court Buildings, Port Louis, **the Sale by Licitation prosecuted at the request of MARIE ANNICK DUPONT (Born ANTHONY) against (1) JEAN ALLAIN PERSIANO MÉYÉPA, (2) MARIE ANNELISE MÉYÉPA and (3) CHRIS JORDAN MÉYÉPA**, of the hereunder described immoveable properties together with all that may depend or form part thereof viz:- Description as in Memorandum of Charges:- *L'ensemble pavillonnaire denomme KENSINGTON PLACE situé au quartier de la Riviere Noire mais en fait situé dans la Cite de Port Louis, lieu dit Petit Verger, Pointe Aux Sables, constuit sur un terrain de la contenance de 25,772 m2, ayant été soumis au Statut de la Copropriete suivant un acte reçu par Me Bertrand Marie Joseph Maigrot, Notaire le 30/11/2000 enregistre et transcrit au Vol 4526/23 et rectifie suivant acte reçu par le notaire soussigne le 27 avril 2001 enregistre et transcrit au Vol 4625 No. 1 etant le Lot 101 – Un pavillon jumele de type B bati sur un terrain de 125.44m2 comprenant:- Un salon/salle a manger avec un coin cuisine de 15.01m2; Une premiere chambre de 9.59m2; une deuxieme chambre de 6.72m2; une salle de douche et WC de 3.06m2; un corridor de 1.08m2; les murs & porche de 5.54m2; Avec ensemble les 64/10,000eme des parties communes y attachees.* Together with all that may depend there from or form part thereof without any exception or reserve the whole morefully described in the title deed dated the 23rd and 24th day of June, 9th day of July and 17th day of August 2004 and registered and transcribed on the 18th day of August 2004 in TV 5596/45 and morefully described in the title deed registered and transcribed in TV 202210/002307 and affidavit of succession transcribed in TV 201612/001108 and by virtue of a will registered on the 28th day of July 2020 in Reg: A202007/000755. Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation and the whole morefully described in the memorandum of charges filed in the above matter. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said properties are warned that they do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservation

Dated ta Port Louis, this 05th day of June 2023.

Me. S. S. MURDAY

of Suite 306, 2nd Foor, Chancery House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.

PETITIONERS' ATTORNEY

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on **Thursday the 29th day of June 2023 at 1.30 p.m.** shall take place before the Master's Bar of the Supreme Court of Mauritius situate at New Supreme Court House, corner Desroches & Edith Cavell Streets, Port Louis, the **SALE BY LEVY prosecuted at the request of MAURITIUS HOUSING COMPANY LTD against (1) Miss Sabrina LISETTE of E2, No 24, Dockers Village, Tombeau Bay, (2) Miss Marie Julietta AUGUSTE of 05, Dockers Flat, Tombeau Bay**, of the following immoveable property:- Une portion de terrain de la contenance de **NEUF CENT DOUZE METRES CARRES (912m2)** (étant le lot No 03), situee au quartier de **FLACQ** lieudit **Bois Doiseaux** et bornée d'apres un rapport de description avec plan figuratif y joint dresse par Monsieur NG TONG NG WAH, arpenteur jure, le quinze Janvier de l'an deux mil neuf, enregistre au Reg: LS 66 No 5809, comme suit:- Du premier coté, par le lot No. 2 et partie par un chemin de trois metres et cinq centimetres (3m5cm) de large sur une longueur totale de quarante-deux metres et quarante-cinq centimetres (42m45cm). Du deuxieme cote, par un chemin commun (non ouvert) sur vingt et un metres et quatre-vingt centimetres (21m80cm). Du troisieme cote, par un terrain appartenant aux heritiers M. Nundloll sur quarante-deux metres et dix centimetres (42m10cm). Et du quatrième et dernier cote, par un terrain appartenant a Monsieur Gueeanee Foolee sur vingt-quatre metres et quarante centimetres (24m40cm). The whole morefully described in an authentic deed transcribed in **TV 7327/17 - PIN No 1410100173**. There exists on the abovedescribed portion of land thick bushes and trees. All parties claiming a right to take inscription of legal Mortgage upon the said property are warned that they must exercise their rights before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 05th day of June 2023.

Mrs S. SONAH-ORI

of 1st Floor, Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 12th day of October, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, Supreme Court (New Supreme Court Building) situate at Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by levy of: ""Une portion de terrain de la contenance de DIX PERCHES (10Ps) soit quatre cent vingt deux mètres carres et dix centièmes de mètre carré (422.10 M²) située au quartier de Moka lieudit L'Agrément, plus amplement décrite et abornée au titre de propriété ci-après mentionné suivant les indications fournies par Monsieur E. G. Regnard, ancien arpenteur juré, comme suit :- (PIN Number : 1814010041) D'un côté, par l'axe d'un chemin commun et mitoyen de SIX PIEDS (6') soit D'UN MÈTRE ET QUATRE VINGT QUINZE CENTIMÈTRES (1.95 M), et partie par Soomeetra Rascoomar, sur QUARANTE TROIS PIEDS ET DEMI (43'1/2) soit QUATORZE MÈTRES ET TREIZE CENTIMÈTRES (14.13 M).Du second côté, par Heeramah Chullayah, sur QUATRE VINGT UN PIEDS (81') soit VINGT SIX MÈTRES ET TRENTE ET UN CENTIMÈTRES (26.31 M). Du troisième côté, par divers sur QUARANTE DEUX PIEDS ET DEMI (42' ½) soit TREIZE MÈTRES ET QUATRE VINGT CENTIMÈTRES (13.80 M). Du quatrième et dernier côté par Digraj Rascoomar, sur SOIXANTE DIX NEUF PIEDS (79') soit VINGT CINQ MÈTRES ET SOIXANTE SIX CENTIMÈTRES (25.66 M) La mesure employée est le pieds Français. Ensemble tout ce qui peut en dépendre et en faire partie sans aucune exception ni réserve. Le tout plus amplement décrit au titre en date du 14/12/1973 et 24/12/1973 et transcrit au Volume 1237/173. **BUILDINGS AND/OR PLANTATIONS:** Location: The property is found along a 1.95 metres wide untarred access at approximately 35 metres southeast of its junction with Avenue Mercedes, itself at about 465 metres northeast of its junction with L'Agrement- St Pierre Road (B47), which is at an approximate distance of 225 metres northwest of State bank of Mauritius at L'Agrement, St Pierre Site Description: The site has an area of 403.0 square metres as described in the title deed registered and transcribed on 16th June 2009 in Volume TV 7386 No 3 and a Memorandum of Survey drawn up by Mr Ng Tong Ng Wah, Sworn Land Surveyor on 23rd September 2010 registered at Reg LS 71 No 740. It has a rectangular shape and an even topography with a frontage of 14.30 metres to a 1.95 metres wide untarred access and a maximum depth of 28.70 metres to its southern boundaries. The site is bounded by concrete block walls along its sides of the plot and is accessed through a metal gate. All services are readily available to the site. Building Description: A single storey building is constructed over the site. It is made of reinforced concrete frames and structures, concrete block walls, under reinforced concrete slab roof. The elevations are fitted with metal frames and part naco frames and glazed openings. No internal inspection was possible. As per the measurements on site, the building provides an approximate gross covered area of 58 square metres including open covered areas. The building appears to be in a poor condition of repairs and maintenance.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of SWAN LIFE LTD formerly known as THE ANGLO MAURITIUS ASSURANCE SOCIETY LTD v/s Mr. Anoujkumar RASCOOMAR.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 06th day of June, 2023

Thierry Koenig SA
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE
COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **GOOD CAUSE LTD** a domestic company, having its Registered Office at **VALORY ROAD, MOKA** is to be removed from the Register of Companies under section 309 (1)(d) of the companies Act 2001.

That the company has never operate, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Company Act 2001.

That any objection to the removal under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not less than 28 days after the date of this notice, i.e. not later than **26 June 2023**.

Dated this 29 May 2023

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 12th day of October, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, Supreme Court (New Supreme Court Building) situate at Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by levy of: "" Une portion de terrain de la contenance de **DEUX CENT TRENTE DEUX METRES CARRES (232 M²)**, située au quartier du Flacq, lieudit Bel Air et bornée d'après un rapport avec plan figuratif y joint dresse par Monsieur NG TONG NG WAH, arpenteur jure, en date du 15/06/2004, enregistre au Reg. LS 52 No 4914, comme suit :- (**PIN NUMBER : 1401070212**). Du premier côté, par le lot No.3 sur **HUIT METRES (8 M)** et par un chemin de **TROIS METRES CINQ CENTIMETRES (3 M 5)**. Une réserve d'**UN METRE (1 M)** de large entre prise et faisant partie du lot présentement décrit sur **CINQ METRES SOIXANTE DOUZE CENTIMETRES (5 M 72)** ; Du deuxième côté, par le lot No.6 sur **SEIZE METRES (16 M)** ; Du troisième côté, par un terrain appartenant à Chattargoon Ramtohol sur **DOUZE METRES TRENTE CENTIMETRES (12 M 30)** ; Et du quatrième côté, par un terrain appartenant à Vivekanand Juggernauth sur **DIX HUIT METRES (18 M)** ; Ensemble les maison(s), bâtiments(s) et construction(s) de toute nature qui y sont actuellement en voie d'achèvement et généralement tout ce qui peut en dépendre ou faire partie sans aucune exception ni réserve. Le tout plus amplement décrit au titre en date du 23/12/2005 et 12/05/2006, enregistre et transcrit le 19/05/2006 au Volume TV 6156/48. **BUILDINGS AND/OR PLANTATIONS:** Location: The property is found along a 3.66 metres wide untarred access at approximately 100 metres southeast of its junction with Petit Chemin Road, itself at about 375 metres southwest of its junction with Bel Air Main Road (B28) opposite Balloon Snack, which is at an approximate distance of 70 metres southeast of Bel Air Roundabout adjoining Bel Air Police Station. Site Description: The site has an area of 232.0 square metres as described in the title deed registered and transcribed on 19th May 2006 in Volume TV 6156 No 48 and a Memorandum of Survey drawn up by Mr Ng Tong Ng Wah, Sworn Land Surveyor on 15th June 2004 registered at Reg LS 52 No 4914. It has a rectangular shape and an even topography with a frontage of 5.72 metres to a 3.50 metres wide untarred access and a maximum depth of 16.00 metres to its southern boundaries. The site is bounded by concrete block walls along its sides of the plot and is accessed through a metal gate. All services are readily available to the site. Building Description: A single storey building is constructed over the site. It is made of reinforced concrete frames and structures, concrete block walls, under reinforced concrete slab roof. The elevations are fitted with metal frames and glazed openings equipped with burglar bars. No internal inspection was possible. As per the measurements on site, the building provides an approximate gross covered area of 140 square metres including open covered areas.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of SWAN LIFE LTD formerly known as THE ANGLO MAURITIUS ASSURANCE SOCIETY LTD v/s Mr. Chandan MUNGALSING and his lawful wife, Mrs Radhika MANGROO.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 06th day of June, 2023

Thierry Koenig SA
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

Manchester United fait de Kim Min-jae de Napoli la première cible en défense



- Newcastle s'intéresse également à Kim, qui a une clause de libération en juillet
- Maguire, Weghorst, Henderson et Van de Beek en ligne pour aller

Manchester United a identifié le défenseur central de Napoli Kim Min-jae comme sa principale cible pour se renforcer en défense. La clause de libération de l'international sud-coréen sera valide en juillet et United est en contact avec ses agents.

Newcastle est également intéressé par le joueur de 26 ans, qui a rejoint Napoli depuis Fenerbahce en juillet dernier et a joué un rôle important dans son succès en Serie A. Manchester United surveillerait le marché français pour les options de repli s'ils ne décrochent pas Kim, qui a joué en Corée du Sud et en Chine avant de déménager en Turquie en 2021.

Ce sera une fenêtre de transfert chargée pour Erik ten Hag et il est prêt à permettre à des joueurs tels que Harry Maguire, Dean Henderson et Donny van de Beek de partir. Le manager de United n'a pas l'intention de garder Wout Weghorst, qui a

été prêté par Burnley. L'attaquant a suscité l'intérêt d'Everton et de clubs en Espagne et en Allemagne et coûterait environ 8,5 millions de livres sterling.

Maguire doit discuter de son avenir avec Ten Hag la semaine prochaine et il y a une prise de conscience mutuelle qu'une séparation des chemins serait la meilleure. Maguire est tombé dans l'ordre hiérarchique à United et la poursuite de Kim est une autre indication que son avenir est ailleurs. Le joueur de 30 ans veut un football régulier, qui, il le sait, renforcerait ses chances de conserver sa place en Angleterre .

Van de Beek doit explorer les options de transfert après avoir échoué à conserver une place, être prêté à Everton et avoir raté la majeure partie de cette saison en raison d'une blessure. Avec United essayant de se renforcer au milieu de terrain et en pourparlers sur un accord pour Mason Mount de Chelsea , Van de Beek accepte qu'il est temps de partir et s'attend à être prêt pour l'entraînement de pré-saison.

Henderson est sur le point de rejoindre Nottingham Forest, où le gardien était prêté cette saison, dans le cadre d'un contrat permanent.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 5th day of October, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (Courtroom No. 23), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by levy of: "The RIGHT OF USUFRUCT belonging to Mr. and Mrs. Roheet JULEEMUN and the RIGHT OF BAREOWNERSHIP belonging to Mr. and Mrs. Bhageerutty JULEEMUN in the following asset :- *Observation has been made Roheet JULEEMUN has passed away on 06/01/2018 at SSR National Hospital, Death Certificate No. 17 of 2018, Le Ravin, Riviere du Rempart as evidenced by Affidavit drawn up on 08/02/2018, registered and transcribed on 20/02/2018 in TV 201802/001138 ; Observation has been made that Gianwantee JULEEMUN (born THAKOOR) has passed away on the 20/11/2012, Act of Death bearing No. 386/2012, Le Ravin, Riviere du Rempart as evidenced by Affidavit drawn up on 18/01/2013, registered and transcribed on 25/01/2013 in TV 8782/32.* Une portion de terrain de la contenance de CINQ CENT QUARANTE SIX METRES CARRES ET DEUX CENTIEMES DE METRE CARRE (546.02 M²), située au quartier de la Rivière du Rempart, lieudit Ile D'Ambre et bornée d'après un rapport avec plan figuratif y joint, dressé par Monsieur J. Hawoldar, arpenteur juré, le 26/09/1994, enregistré au Reg. L. S. 29 No. 920, comme suit :- (PIN Number :- 1311180061) Du premier côté, par un chemin public aujourd'hui connu sous le nom de Railway Road, une bande de terre formant les réserves dudit chemin entre sur QUATRE METRES (4 M 00) ; Du deuxième côté, par la portion de TROIS CENT QUATRE VINGT HUIT DECIMAL VINGT DEUX METRES CARRES (388.22 M²) devant être disposée en faveur de Goorooduth Juleemun sur 2 lignes mesurant respectivement DIX NEUF METRES CINQUANTE QUATRE (19 M 54) et VINGT METRES ONZE (20 M 11) et partie par Dabydeen Juleemun sur DIX NEUF METRES DIX SEPT (19 M 17) ; Du troisième côté, par Dewkurrin Juleemun sur VINGT QUATRE METRES VINGT (24 M 20) ; Du quatrième côté, par Sowdagur Juleemun, un chemin commun et mitoyen de TROIS METRES VINGT CINQ (3 M 25), non-ouvert, entre TRENTE NEUF METRES VINGT CINQ (39 M 25). Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever, without any exception or reservation the whole as morefully described in title deed drawn up by Ms. Rajalutchmee Chidambaram, Notary Public, on the 30/03/1995, registered and transcribed on the 10/04/1995 in Vol. 3040/4.». The property consists of a plot of land of 546.02 M² with building improvement situate in a residential area at Ile D'Ambre in the District of Riviere Du Rempart, belonging to Mr. Bhageerutty Juleemun as per TV 3040/4. There exists on that plot of land a two storey (ground + one) house, construction of which is in a reinforced concrete framed structure, concrete block walls under reinforced concrete slab roof. The land has an "L" shape. Access through a strip of land of 4 m forming part of the same plot.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr. Bhageerutty JULEEMUN and Anor.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 6th day of June, 2023.

Thierry Koenig SA
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18 Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 05th day of October, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the **Master's Court, 2nd Floor ,Court Room No.23, Supreme Court, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches Street, Port-Louis** the Sale by levy of: « Les biens et droits immobiliers ci-après décrits dépendant d'un immeuble portant de dénomination de « IMMEUBLE SATHAN » érige sur une portion de terrain de la contenance de TROIS CENT QUINZE METRES ET QUATRE VINGT CENTIEMES DE METRE CARRE (315.80 M) (PIN NO. 1714370138), étant le lot No. 3, située au quartier des Plaines Wilhems, lieu-dit Beau Bassin. Le tout plus amplement décrit au Règlement de copropriété ci-après relaté. Le dit immeuble soumis au régime de la copropriété et ayant fait l'objet d'un état description de division incorporé au règlement de co-propiété dressé par Me. Ahmad Ibrahim Gopee, Notaire, suivant acte a son rapport en date du 18/03/2000, enregistré et transcrit au Vol : 4348 No. 11.DESIGNATION : Le lot No.1, étant un appartement formant partie du rez de chaussée audit immeuble ayant une superficie totale de QUATRE VINGT DIX NEUF METRES ET SOIXANTE CINQ CENTIEMES DE METRES CARRES (99.65 M2), comprenant :-Trois chambres à coucher d'une superficie totale de TRENTE SIX METRES CARRES ET SOIXANTE NEUF CENTIEMES DE METRE CARRE (36.69 M2):Une salle de séjour de TREIZE METRES CARRES ET DIX CENTIEMES DE METRE CARRE (13.10 M2). Une salle à manger de DOUZE METRES CARRES ET VINGT TROIS CENTIEMES DE METRE CARRE (13.10 M2). Une cuisine de HUIT METRES CARRES ET QUATRE VINGT HUIT CENTIEMES DE METRE CARRE (8.88 M2). Une terrasse ouverte de DEUX METRES CARRES ET QUATRE VINGT DIX CENTIEMES DE METRES CARRES (2.90 M2). Une toilette D'UN METRE CARRE ET QUARANTE SEPT CENTIEMES DE METRE CARRE (1.47 M2). Une salle de bain D'UN METRE CARRE ET VINGT SIX CENTIEMES DE METRE CARRE (1.26 M2). Un couloir de CINQ METRES CARRES ET SOIXANTE DIX CENTIEMES DE METRE CARRE (5.70 M2). Un « utility room » D'UN METRE CARRE ET TRENTE TROIS CENTIEMES DE METRE CARRE (1.33 M2). Et un garage de SEIZE METRES CARRES ET NEUF CENTIEMES DE METRE CARRE (16.09 M2).Ensemble les CINQ CENT VINGT MILLIEMES de la propriété au sol et de toutes les parties communes y attachées, ci.....520.1000emes. Ainsi que lesdits bien et droits immobiliers existant s'étendent et se comportent. Le tout sans aucune exception ni réserve. Le tout plus amplement décrit au titre en date du 18/03/2000 et transcrit au Volume 4348/12.» This comprises a ground floor apartment found in a 2 storey house. It is made up of reinforced concrete frame structures, concrete block walls, partly rendered and painted, under reinforced concrete slab roof. The house is fitted with mixed metal external openings and C.I.S roller shutters. The building is in generally good condition and has been built in stages. Estimated total G.C.A= 99.65m².

Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation and the whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of SWAN LIFE LTD formerly known as the Anglo Mauritius Assurance Society Ltd against Mrs. Shanti Nirmala Ananti SATHAN (born JOGOO), the Widow of Late Saarmbhaseeven SATHAN & Ors.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 06th day of June, 2023.

Thierry Koenig SA
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis
Attorney in charge of the sale.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 5th day of October, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (Courtroom No. 23), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by levy of: "« Les biens et droits immobiliers ci-après désignés faisant partie de l'immeuble portant la dénomination de 'RESIDENCE MOOLKEEA' sis à Port Louis, 3 Rue Lapotaire érigé sur une portion de terrain de la contenance de CENT CINQ METRES CARRES ET SIX DIXIEMES DE METRE CARRE (105.6 M²), le tout plus amplement décrit au règlement de copropriété ci-après relaté. (PIN Number :- 1114220046) Le dit ensemble d'immeuble a fait l'objet d'un règlement de copropriété avec état descriptif de division suivant acte reçu par Me. Marie Lelio Linley Antonio, notaire, le 11/09/2012 et 12/09/2012, enregistré et transcrit le 14/09/2012 au TV 8641/46. DESIGNATION Le Lot No. 2 :- Un appartement à usage résidentiel, situé à l'étage dudit immeuble 'RESIDENCE MOOLKEEA', se composant :- (i) d'un combine salon/salle à manger de VINGT DEUX DECIMAL ZERO QUATRE METRES CARRES (22.04 M²) ; (ii) Une cuisine de DOUZE DECIMAL QUATRE VINGT SEIZE METRES CARRES (12.96 M²) ; (iii) d'un combine toilette/salle de bains de QUATRE DECIMAL SOIXANTE DIX METRES CARRES (4.70 M²) ; (iv) de deux chambres à coucher la première de TREIZE METRES CARRES (13 M²) et la deuxième de QUINZE METRES DECIMAL ZERO CINQ METRES CARRES (13.05 M²) ; (v) d'un terrasse de SIX DECIMAL QUARANTE CINQ METRES CARRES (6.45 M²). L'accès à ce lot se fera par un passage de SEPT METRES CARRES (7 M²) et une cage d'escalier de SEPT DECIMAL CINQUANTE METRES CARRES (7.50 M²) situé à l'arrière de l'immeuble en regardant la façade principale. Le tout couvrant une superficie totale de SOIXANTE DOUZE METRES CARRES ET VINGT CENTIEMES DE METRE CARRES (72.20 M²). Et une quote part à concurrence de CINQ CENT VINGT HUIT/ MILLIEMES (528/1,000èmes) des parties communes y attachées, y compris le sol. Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever, without any exception or reservation the whole as morefully described in title deed drawn up by Mr. Marie Lelio Linley Antonio, Notary Public, on the 11/09/2012 and 12/09/2012, registered and transcribed on the 14/09/2012 in TV 8641/46.». The Zone is Residential. The regular shaped has a relatively even topography. Land has a frontage of 13.79 metres to Lapotaire Street. La Paix Street lies at a distance of approximately 45 metres away from subject property. The site is serviced with all infrastructural utilities and facilities. Access to property is by means of a vehicular road – Lapotaire Street. Electricity and domestic water supply are available on site. Neighbourhood mainly consists of semi- luxurious residential buildings in a heavily built-up residential area. All amenities including public transport are available in the region. The Double storey (ground floor + 1st floor) residential building – Residence Moolkeea is made of reinforced concrete frame structure with concrete block walls under a flat reinforced concrete slab roof. Apartment Lot No. 2 has a quote part of 528/1000ths; (a) Area – 72.20 M² or 776.87 ft² (as per measurement); (b) State of repair – Good; (c) Finishes:- Openings – Metal glazed doors and windows. Plastering and paint – External walls are rendered and painted.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr. Mohamad Belal MOOLKEEA and Anor.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 6th day of June, 2023.

Udhisteer K. Ragobur
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale

Foot News

West Ham bat la Fiorentina et remporte la Ligue Europa Conférence

Les Hammers ont arraché la victoire en toute fin de match grâce à un but de Jarrod Bowen (2-1).

Le club anglais de West Ham a remporté la Ligue Europa Conférence en s'imposant 2 à 1 en finale contre l'équipe italienne de la Fiorentina mercredi à Prague, pour enlever son premier titre continental depuis 1965.

Les hommes de David Moyes l'ont emporté grâce à un but en fin de match de Jarrod Bowen (90e). L'attaquant algérien des Hammers Saïd Benrahma avait ouvert la marque sur pénalty (62e) avant l'égalisation italienne cinq minutes plus tard de Giacomo Bonaventura.

Les Hammers succèdent au palmarès à l'AS Rome, qui avait enlevé la première édition de la C4 l'année dernière, et s'assurent une place en Ligue Europa la saison prochaine.

Ils remportent leur premier trophée depuis une Coupe d'Angleterre glanée en 1980. Sur la scène européenne, leur précédent titre remontait à la Coupe des vainqueurs de coupe 1965.

Pour la Fiorentina en revanche, c'est une nouvelle désillusion après leur défaite en finale de la Coupe d'Italie face à l'Inter Milan le 24 mai.

À l'Eden Arena de Prague, remplie de 18 000 spectateurs, les deux équipes, qui ont fini respectivement 14e de Premier League et 8e de Serie A, se sont neutralisés dans une première mi-temps pendant laquelle West Ham n'a décoché qu'un seul tir cadré, par l'attaquant jamaïcain Michail Antonio (1re). Les Italiens se sont vus refuser un but



sur hors-jeu de l'attaquant serbe Luka Jovic (45+3).

Les Londoniens ont ouvert le score peu après l'heure de jeu sur un penalty sifflé après une faute de main du capitaine de la Viola Cristiano Biraghi, confirmée par la VAR. Saïd Benrahma a marqué en force à droite en trompant le gardien Pietro Terracciano (62).

Jets de gobelets

Mais les joueurs de la Fiorentina n'ont pas lâché, et ont égalisé cinq minutes plus tard grâce à une frappe croisée dans la sur-

face du milieu Giacomo Bonaventura (1-1, 67).

La Viola a pris les commandes du jeu pour tenter de se mettre à l'abri, par un tir aux 12 mètres de Mandragona juste à côté (72), ou une frappe de loin de Biraghi facilement captée par le gardien international français Alphonse Aréola (76).

« Ça fait du bien, ça a été difficile pour tout le monde ... on rentre dans l'histoire du club », a commenté ce dernier au micro de Canal+. « Ça fait du bien de rajouter une Coupe d'Europe à mon palmarès, celle-là,

elle est assez spéciale parce que je l'ai jouée du début à la fin », a ajouté le Français qui était le gardien désigné pour les matches de C4 cette saison.

West Ham a attaqué dans les dix dernières minutes et Jarrod Bowen, bien lancé dans le dos de la défense italienne par Lucas Paqueta, a battu Terracciano d'une frappe lourde (90).

« Bien sûr, je rêvais de marquer, mais inscrire le but de la victoire à la dernière minute, c'est ce qu'on veut tous faire », a réagi Bowen. « Et le faire devant ces supporters, j'en ai presque pleuré, je suis heureux. »

Le match, tendu et émaillé de nombreuses fautes, a été arrêté quelques minutes à la demi-heure de jeu. Alors qu'il allait tirer un corner, Biraghi a été atteint à l'arrière du crâne par des gobelets de plastique lancés par les fans de West Ham. Le joueur s'est fait soigner sur le terrain et le jeu a repris après un appel au calme fait dans le stade.

Plusieurs centaines de policiers avaient été déployés dans la ville pour éviter les affrontements entre supporters qui avaient émaillé les deux matches des demi-finales entre West Ham et le club néerlandais d'Alkmaar.

Trois personnes ont été légèrement blessées dans une bagarre entre supporters dans un bar de la ville, selon la police tchèque qui a fait état de 16 arrestations.

Lionel Messi officialise son arrivée à l'Inter Miami

Après deux ans au PSG, l'attaquant argentin va découvrir un nouveau championnat en s'engageant dans la franchise de MLS de David Beckham.

Barcelone, le PSG et donc l'Inter Miami. À 35 ans, Lionel Messi va un troisième club. Tirailé entre des offres venues du Barça, son club de toujours, et du nouvel eldorado saoudien, Lionel Messi a finalement opté pour l'Inter Miami et le championnat nord-américain (MLS) qui s'offre un exceptionnel coup de projecteur en accueillant la légende argentine.

Après la fin de son aventure au PSG, le champion du monde, 35 ans, avait le choix entre trois destinations: un retour au berceau à Barcelone, son club formateur, l'appel des pétrodollars de l'Arabie saoudite, qui ont déjà séduit Cristiano Ronaldo et Karim Benzema, ou la Major League Soccer, de l'autre côté de l'Atlantique.

« J'ai décidé que j'allais à Miami, je n'ai pas (un accord) conclu à 100% ou peut-être qu'il reste des choses à faire, mais nous avons décidé de poursuivre notre voie là-bas », a déclaré le septuple Ballon d'Or mercredi aux journaux espagnols, Diario Sport et Mundo Deportivo.

C'est finalement sous le soleil de Miami que le septuple Ballon d'Or va sans doute écrire les dernières pages de son immense carrière au sein d'une franchise appartenant à David Beckham et aux milliardaires américains Jorge et Jose Mas. Le choix de Messi, fruit de longues négociations menées notamment en son nom par son père Jorge, qui gère ses intérêts, est plutôt une surprise tant l'Argentin paraissait proche de s'engager avec un club saoudien.

Pour l'attirer dans ses filets, le royaume était prêt à toutes les folies, un salaire de 400 millions d'euros par saison ayant été avancé par plusieurs médias. De hauts dirigeants d'Al-Hilal avaient même fait le



déplacement à Paris dimanche pour tenter de conclure le deal, avait appris l'AFP auprès de sources proches des pourparlers.

Début mai, une source saoudienne proche des négociations avait affirmé que le transfert était « une affaire conclue ». Mais le désir ultime de Messi était surtout de retrouver son Barça chéri, qu'il avait dû quitter le mort dans l'âme en 2021 pour rejoindre le PSG, le club catalan étant incapable de le garder pour des raisons financières.

Ce sont ces mêmes motifs qui ont fait capoter « l'opération Retour » alors même que Jorge Messi assurait lundi que cette option avait la préférence de son fils. Mais la direction de la formation blaugrana devait

attendre que la Ligue espagnole valide son plan de viabilité économique avant de pouvoir songer au recrutement de la « Pulga ». De quoi refroidir les ardeurs du clan Messi.

La piste de l'Inter Miami est donc logiquement arrivée en haut de la pile malgré la volonté de Messi de rester dans un championnat de haut niveau dans l'optique de la Copa America en 2024.

Publicité incomparable

Pour boucler le transfert, le club de la côte Est a bénéficié des revenus générés par l'accord conclu au printemps entre la MLS et Apple, qui propose sur son service Apple TV+ un abonnement pour suivre le championnat américain, le MLS Season Pass.

Cet accord a été signé pour 2,5 milliards de dollars courant sur dix ans. Mardi, Apple TV+ a d'ailleurs annoncé la diffusion prochaine d'une série documentaire en quatre parties, retraçant les cinq Coupes du monde jouées par Messi.

« La Ligue s'est voulue très créative. Tout est sur la table », a assuré une source au sein de la MLS, dont l'offre comprend des contributions d'Apple et Adidas, ses deux plus grands partenaires commerciaux.

Adidas, sponsor à vie de Messi ainsi que de la MLS depuis sa création, en 1996, proposerait ainsi un accord basé sur un partage des bénéfices attendus d'une implication de l'Argentin dans la MLS.

Le contrat de Messi disposerait également d'une option lui permettant d'acheter des parts d'une franchise de MLS à la fin de sa carrière dans la ligue nord-américaine. C'est ce procédé dont avait bénéficié Beckham, lui aussi passé par le PSG, pour acquérir l'Inter Miami après le terme de son contrat avec les Los Angeles Galaxy.

Pour la MLS, qui a désormais axé son développement sur le renfort de jeunes et non plus de vieilles gloires comme à ses débuts, l'arrivée de Messi constitue une publicité incomparable.

« Je pense à lui comme à quelqu'un qui franchit tellement de barrières qu'il peut être plus important que n'importe quel athlète de n'importe quel sport ayant jamais évolué ici aux États-Unis », a déclaré Don Garber, le patron de la MLS. La présence de Messi, qui possède déjà une résidence à Miami, serait aussi un plus évident dans la promotion du Mondial-2026, coorganisé avec le Canada et le Mexique.